

Crédits :

Bassin de Ouassou – Interprofession Guadeloupéenne de la Viande et de l'Élevage
Fleur fruit de la passion – Normand - CIRAD
Litchi – Normand - CIRAD
Manguier – Normand - CIRAD
Ananas – Royal Bourbon Industries
Fleur de canne - Thomas le Bon
Porc – M. Gérard - RITA Guadeloupe
Vache de race créole – Interprofession Guadeloupéenne de la Viande et de l'Élevage
La reine et le couvin – Interprofession Guadeloupéenne de la Viande et de l'Élevage
Fruit de la passion – Normand – CIRAD
Main de bananes - UGPBAN
Ananas sur plant – Arifel
Bananeraie - UGPBAN
Sucres – Studio Lumière

Résolution européenne n° 26 (2016-2017)

sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppr16-065.html>

Traductions

- **European resolution n° 26 (2016-2017)**
on the mismatch between European agricultural standards and trade policy and the specific features of the outermost regions.
- **Resolución europea n° 26 (2016-2017)**
sobre la inadaptación de las normas agrícolas y la política comercial europea a las especificidades de las regiones ultraperiféricas
- **Resolução europeia n° 26 (2016-2017)**
sobre a inadaptação das normas agrícolas e da política comercial europeia às especificidades das regiões ultraperiféricas

N° 26
S É N A T

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017

22 novembre 2016

RÉSOLUTION EUROPÉENNE

*sur l'inadaptation des **normes agricoles**
et de la **politique commerciale européenne**
aux **spécificités des régions ultrapériphériques.***

Le Sénat a adopté la résolution dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Sénat : 65, 102 et 127 (2016-2017).

Le Sénat,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu les articles 206, 207 et 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (grande chambre) du 15 décembre 2015 – Parlement européen et Commission européenne contre Conseil de l'Union européenne, soutenu par le Royaume d'Espagne, la République française et la République portugaise (Affaires jointes C-132/14 à C-136/14),

Vu le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n° 396/2005 du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil,

Vu le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91,

Vu le règlement (CE) n° 669/2009 du 24 juillet 2009 de la Commission portant modalités d'exécution du règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contrôles officiels renforcés à l'importation de certains aliments pour animaux et certaines denrées alimentaires d'origine non animale et modifiant la décision 2006/504/CE,

Vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil,

Vu le règlement (UE) n° 283/2013 de la Commission du 1^{er} mars 2013 établissant les exigences en matière de données applicables aux substances actives,

Vu la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, présentée le 24 mars 2014,

Vu la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 19/2013 portant mise en œuvre de la clause de sauvegarde bilatérale et du mécanisme de stabilisation pour les bananes prévus par l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, et le règlement (UE) n° 20/2013 portant mise en œuvre de la clause de sauvegarde bilatérale et du mécanisme de stabilisation pour les bananes prévus par l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part, présentée le 26 mai 2015,

Vu le projet de rapport n° 2015/0112(COD) du 18 juillet 2016 de Mme Marielle de Sarnez au nom de la Commission du commerce international du Parlement européen sur la proposition de règlement précédente,

Vu la communication « *Les régions ultrapériphériques de l'Union européenne : vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive* » présentée par la Commission européenne le 20 juin 2012,

Vu le document d'orientation du 4 mars 2016 destiné à harmoniser les études de dissipation des pesticides chimiques en milieu terrestre au champ, mis au point par l'Agence européenne de sécurité des aliments, par l'Agence américaine de protection de l'environnement et par l'Agence Santé Canada,

Vu la réponse du 23 février 2015 apportée par M. Phil Hogan au nom de la Commission européenne à la question écrite E-011032-14 du 18 décembre 2014 de M. Younous Omarjee, posée en application de l'article 130 du Règlement du Parlement européen, sur les conséquences de la suppression des quotas sucriers sur le marché du sucre de l'Union européenne,

Vu la réponse du 17 mai 2016 apportée par M. Vytenis Andriukaitis au nom de la Commission européenne à la question écrite E-001040-16 de Mme Mireille d'Ornano du 3 février 2016, posée en application de l'article 130 du Règlement du Parlement européen, sur la révision du règlement sur les pesticides de 2009,

Vu la réponse du 3 juin 2016 apportée par Mme Corina Crețu au nom de la Commission européenne à la question écrite E-003154-16 du 20 avril 2016 de Mme Cláudia Monteiro de Aguiar, MM. Gabriel Mato, Younous Omarjee, Louis-Joseph Manscour et Maurice Ponga, Mme Sofia Ribeiro, M. Ricardo Serrão Santos, Mme Liliana Rodrigues et M. Juan Fernando López Aguilar posée en application de l'article 130 du Règlement du Parlement européen, sur la fermeture de l'unité spéciale de la Commission pour les régions ultrapériphériques (RUP),

Vu la réponse du 23 juin 2016 apportée par M. Phil Hogan au nom de la Commission européenne à la question écrite P-003927-16 du 11 mai 2016 de M. Louis-Joseph Manscour, posée en application de l'article 130 du Règlement du Parlement européen, sur la filière canne-sucré des RUP face aux négociations commerciales,

Vu la résolution du Sénat n° 105 (2010-2011) du 3 mai 2011 tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne,

Vu la résolution du Sénat n° 68 (2015-2016) du 26 janvier 2016 relative aux effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques,

Considérant que les RUP constituent un atout pour l'Union européenne et qu'il est dans son intérêt de soutenir ces territoires « *dans l'exploitation de toutes les possibilités de croissance intelligente, durable et inclusive sur la base de leurs atouts et de leur potentiel endogène* », conformément aux orientations de la Commission européenne dans sa communication de 2012 exposant sa stratégie pluriannuelle pour les RUP ;

Considérant que l'article 349 du TFUE permet l'édition de mesures spécifiques aux RUP afin de prendre en compte leurs contraintes propres, notamment « *leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits* » ;

Considérant que les filières agricoles des RUP jouent un rôle économique et social vital dans ces territoires et constituent, au sein de leur environnement régional, des modèles porteurs des valeurs de l'Union européenne en matière sociale et environnementale ;

Considérant que les normes et les procédures applicables à l'agriculture des RUP françaises en matière sanitaire et phytosanitaire trouvent leur origine pour l'essentiel dans des règlements européens d'application directe qui y imposent les mêmes dispositifs et les mêmes procédures qu'en Europe continentale, sans aucune prise en compte des caractéristiques de l'agriculture en contexte tropical ;

Considérant que l'application uniforme de la réglementation conçue pour des latitudes tempérées, sans forte pression de maladies et de ravageurs, conduit à une impasse qui menace directement la survie des filières agricoles des RUP ;

Considérant que les filières agricoles ultramarines souffrent de la prégnance des usages phytosanitaires orphelins, de la fragilité de la couverture phytopharmaceutique menacée par des retraits soudains d'homologation de substances actives, de l'absence de réponse contre des ravageurs dévastateurs comme la fourmi manioc, d'un encadrement inadapté des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires en climat tropical et de dérogations difficiles à mettre en œuvre ;

Considérant que les agriculteurs des RUP subissent de surcroît les effets d'une politique commerciale de l'Union européenne très favorable aux pays tiers, tant en termes de conclusion d'accords de libre échange qui mettent en péril les grandes filières exportatrices comme la banane, le sucre et le rhum, qu'au regard du faible degré d'exigence des normes alimentaires imposées aux denrées importées depuis ces pays ;

Considérant que, face à la concurrence des pays tiers dont la compétitivité-coût est insurpassable, du fait de niveaux de salaire et de conditions de travail nettement moins élevés et onéreux que dans les RUP, la préservation des barrières tarifaires et non-tarifaires est indispensable pour protéger les marchés des RUP ;

Considérant que les clauses de sauvegarde et les mécanismes de stabilisation inscrits dans les accords de libre-échange ont fait la preuve qu'ils étaient actuellement inopérants, en particulier lors de l'application des accords sur la banane avec la Colombie et le Pérou et avec les pays d'Amérique Centrale, dans la mesure où la Commission européenne a décidé de ne pas déclencher ces dispositifs malgré des dépassements répétés des quotas d'importation ;

Considérant que l'adhésion de l'Équateur à l'accord avec la Colombie et le Pérou ne peut manquer de porter préjudice aux producteurs de banane des RUP, alors que l'Équateur est déjà le premier exportateur de bananes vers l'Union européenne et qu'il bénéficiera désormais du même démantèlement tarifaire massif qui a déjà permis au Pérou de tripler ses exportations ;

Considérant que les outre-mer doivent tenter de résister sur leurs marchés traditionnels à l'export, comme sur leurs marchés locaux, en endossant un handicap normatif dont l'Union européenne exonère les pays tiers ;

Considérant que les denrées des pays tiers, dès lors qu'elles respectent les limites maximales de résidus (LMR) de pesticides, même si elles ont été traitées par des substances interdites pour les producteurs de l'Union européenne, sont acceptées sur les marchés européens, où elles concurrencent sévèrement les productions des RUP ;

Considérant que, pour rétablir une concurrence saine et loyale, les normes de commercialisation dans l'Union européenne doivent exiger des conditions de production excédant le seul respect des LMR ;

Considérant que les contrôles des importations de denrées alimentaires dans les RUP, même selon les modalités renforcées prévues par les règlements européens, sont insuffisants et régulièrement contournés, ce qui aboutit à la commercialisation frauduleuse de produits ne respectant pas les LMR sur les marchés ultramarins ;

Considérant que les producteurs ultramarins sont engagés dans une stratégie de montée en gamme et de certification qui ne pourra porter ses fruits tant que certaines productions des pays tiers bénéficient parallèlement de labels de qualité européens sans pour autant respecter pleinement les exigences communautaires ;

Considérant que les perspectives de développement de la production biologique, qui constitue une voie d'avenir possible pour les agricultures ultramarines, sont bridées par une réglementation européenne défavorable et par le cumul des normes sur l'agriculture biologique et sur les produits phytosanitaires, qui avantage à nouveau les pays tiers par rapport aux RUP ;

Considérant que la réglementation européenne sur l'agriculture biologique n'a jamais été élaborée en tenant compte du contexte tropical des RUP, alors que leurs concurrents comme la République dominicaine et le Brésil ont défini des règles d'agriculture biologique adaptées au climat tropical et que la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, grâce à leur statut d'autonomie, ont su également élaborer une norme d'agriculture biologique en harmonie avec leur environnement régional océanien ;

Considérant que certaines productions biologiques des pays tiers, moins vertueuses du point de vue environnemental et de la santé des agriculteurs que leurs homologues conventionnelles des RUP, envahissent le marché européen en profitant d'un étiquetage biologique qui entretient une confusion trompeuse pour le consommateur européen ;

Estime nécessaire de garantir la cohérence des politiques agricole, sanitaire et commerciale de l'Union européenne, conformément à l'article 207 du TFUE, aux termes duquel « *il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union* » ;

Invite la Commission européenne à acclimater les normes européennes réglementant l'agriculture et l'élevage aux contraintes propres des RUP en tenant compte des spécificités des productions en milieu tropical ;

Préconise de procéder à la révision du règlement sur les pesticides de 2009 pour dispenser d'homologation les phéromones et les extraits végétaux, et en général tous les moyens de lutte biologique, développés et validés par les instituts de recherche implantés dans les RUP, afin de doter les agriculteurs de moyens de protection contre les ravageurs, efficaces et conformes à la mutation agroécologique ;

Recommande à la Commission européenne d'établir une liste positive de pays dont les procédures d'homologation de produits phytopharmaceutiques sont équivalentes à celles de l'Union européenne afin de permettre aux autorités françaises d'autoriser directement un produit homologué dans un des pays de la liste pour la même culture et le même usage ;

Propose d'autoriser pour les RUP, à titre dérogatoire, la culture locale de variétés végétales résistantes aux ravageurs tropicaux mais non-inscrites au catalogue européen des variétés ;

Demande à l'Agence européenne de sécurité des aliments de compléter les référentiels pédoclimatiques et d'habitudes alimentaires qu'elle utilise afin de prendre en compte les caractéristiques propres des RUP au moment de l'évaluation des risques ;

Recommande, à l'occasion de la refonte du règlement sur la production biologique de 2007, de prévoir un volet spécifique pour la culture biologique en milieu tropical afin d'assouplir le recours aux semences conventionnelles, d'autoriser la culture sur claies, de raccourcir le délai de conversion et de permettre le traitement post-récolte par des produits d'origine naturelle ;

Préconise d'autoriser la certification de l'agriculture biologique par un système participatif de garantie (SPG), comme en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, en rendant facultatif le recours à un organisme certificateur pour les exploitations implantées dans les RUP ;

Invite la Commission européenne à assurer la cohérence des normes de production et des normes de mise sur le marché pour résorber le handicap normatif des RUP tout en veillant à la protection du consommateur européen ;

Demande à la Commission européenne de supprimer les tolérances à l'importation pour les denrées traitées par une substance active interdite dans l'Union européenne ;

Recommande à la Commission européenne d'établir une liste noire pour interdire les importations de produits de la pêche et de légumes-racines depuis les pays qui ont traité massivement par le passé leur production avec des substances polluantes rémanentes dans le sol et l'eau ;

Préconise l'interdiction de l'étiquetage biologique pour les produits importés de pays tiers lorsqu'ils ne respectent pas les mêmes normes que les producteurs biologiques européens ;

Demande à la Commission européenne d'activer les mécanismes de stabilisation inscrits dans les accords commerciaux et, ainsi, de suspendre les droits préférentiels octroyés aux pays tiers, dès que les importations en provenance de ces derniers dépassent les seuils de déclenchement fixés dans l'accord ;

Incite la Commission européenne à prolonger au-delà de 2019 les mécanismes de stabilisation prévus dans les accords sur la banane avec les pays d'Amérique latine afin d'assurer aux producteurs ultramarins une visibilité et une protection pérennes ;

Souhaite la création d'observatoires des prix et des revenus pour les grandes filières exportatrices des RUP, la banane et la canne, afin de disposer de mesures fiables, publiques et transparentes des effets des importations en provenance des pays tiers avec la périodicité pertinente et ainsi d'alerter rapidement la Commission européenne et les États membres en cas de perturbation grave du marché européen et des marchés locaux, pour déclencher sans délai les clauses de sauvegarde et les mécanismes de stabilisation ;

Appelle la Commission européenne à évaluer systématiquement les effets sur les RUP des accords commerciaux qu'il lui revient de négocier en menant des études d'impact préalables et recommande au Gouvernement d'exercer la plus grande vigilance sur la définition du mandat de négociation et sur le suivi de l'application des accords commerciaux, dont les parlements nationaux doivent être tenus précisément informés ;

Juge nécessaire de développer l'information du consommateur sur les conditions de travail pour les producteurs des pays tiers et sur le différentiel de qualité environnementale avec les RUP.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 novembre 2016.

Le Président,

Signé : Gérard LARCHER

**TRADUCTION
DE LA RÉOLUTION
EUROPÉENNE**

*sur l'inadaptation des **normes agricoles**
et de la **politique commerciale européenne**
aux **spécificités des régions ultrapériphériques.***

en anglais

en espagnol

en portugais

No. 26
S E N A T E

ORDINARY SESSION 2016-2017

22 November 2016

EUROPEAN RESOLUTION

On the mismatch between European agricultural standards and trade policy and the specific features of the outermost regions.

The Senate has adopted the resolution with the following tenor:

See issues:

Senate: 65, 102 and 127 (2016-2017).

The Senate,

Having regard to Article 88-4 of the Constitution;

Having regard to Articles 206, 207 and 349 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU), and the judgment of the Court of Justice of the European Union (Grand Chamber) of 15 December 2015 – European Parliament and European Commission v Council of the European Union, backed by the Kingdom of Spain, the French Republic and the Portuguese Republic (Joined Cases C-132/14 to C-136/14),

Having regard to Regulation (EC) No. 396/2005 of the European Parliament and of the Council of 23 February 2005 on maximum residue levels of pesticides in or on food and feed of plant and animal origin and amending Council Directive 91/414/EEC;

Having regard to Council Regulation (EC) No. 834/2007 of 28 June 2007 on organic production and labelling of organic products and repealing Regulation (EEC) No. 2092/91;

Having regard to Commission Regulation (EC) No. 669/2009 of 24 July 2009 implementing Regulation (EC) No. 882/2004 of the European Parliament and of the Council as regards the increased level of official controls on imports of certain feed and food of non-animal origin and amending Decision 2006/504/EC;

Having regard to Regulation (EC) No. 1107/2009 of the European Parliament and of the Council of 21 October 2009 concerning the placing of plant protection products on the market and repealing Council Directives 79/117/EEC and 91/414/EEC;

Having regard to Commission Regulation (EU) No. 283/2013 of 1 March 2013 setting out the data requirements for active substances;

Having regard to the Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on organic production and labelling of organic products, submitted on 24 March 2014;

Having regard to the Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EU) No. 19/2013 implementing the bilateral safeguard clause and the stabilization mechanism for bananas of the Trade Agreement between the European Union and its Member States, of the one part, and Colombia and Peru, of the other part, and amending Regulation (EU) No. 20/2013 implementing the bilateral safeguard clause and the stabilization mechanism for bananas of the Agreement establishing an Association between the European Union and its Member States, on the one hand, and Central America on the other, submitted on 26 May 2015;

Having regard to draft report No. 2015/0112(COD) of 18 July 2016 by Ms. Marielle de Sarnez on behalf of the Committee on International Trade of the European Parliament on the above proposal for a regulation;

Having regard to the communication *"The outermost regions of the European Union: towards a partnership for smart, sustainable and inclusive growth"* issued by the European Commission on 20 June 2012;

Having regard to the guidance of 4 March 2016 on harmonizing the way terrestrial field dissipation studies are conducted, developed by the European Food Safety Agency, US Environmental Protection Agency and Health Canada;

Having regard to the answer of 23 February 2015 given by Mr. Phil Hogan on behalf of the European Commission to written question E-011032-14 of 18 December 2014 from Mr. Younous Omarjee, submitted by virtue of Rule 130 of the European Parliament, on the impact of sugar quota expiry on the European Union sugar market;

Having regard to the answer of 17 May 2016 given by Mr. Vytenis Andriukaitis on behalf of the European Commission to written question E-001040-16 from Ms. Mireille d'Ornano of 3 February 2016, submitted by virtue of Rule 130 of the European Parliament, on revision of the Pesticides Regulation 2009;

Having regard to the answer of 3 June 2016 given by Ms. Corina Crețu on behalf of the European Commission to written question E-003154-16 of 20 April 2016 from Ms. Cláudia Monteiro de Aguiar, Mr. Gabriel Mato, Mr. Younous Omarjee, Mr. Louis-Joseph Manscour, Mr. Maurice Ponga, Ms. Sofia Ribeiro, Mr. Ricardo Serrão Santos, Ms. Liliana Rodrigues and Mr. Juan Fernando López Aguilar, submitted by virtue of Rule 130 of the European Parliament, on closing down of the special Outermost Regions (ORs) Unit in the Commission;

Having regard to the answer of 23 June 2016 given by Mr. Phil Hogan on behalf of the European Commission to written question P-003927-16 of 11 May 2016 from Mr. Louis-Joseph Manscour, submitted by virtue of Rule 130 of the European Parliament, on the cane sugar industry in the ORs and the ongoing trade negotiations;

Having regard to Senate Resolution No. 105 (2010-2011) of 3 May 2011 aimed at obtaining compensation for the effects on agriculture in the overseas departments of France of the trade agreements concluded by the European Union;

Having regard to Senate Resolution No. 68 (2015-2016) of 26 January 2016 on the effects on the sugar economies and cane sugar industry of the outermost regions of the trade agreements concluded by the European Union;

Whereas the ORs represent an asset for the European Union and it is in its interest to support these territories "*in exploiting all opportunities for smart, sustainable and inclusive growth based on their assets and endogenous potential*", according to the guidance given by the European Commission in its 2012 communication setting out its multi-year strategy for the ORs;

Whereas Article 349 of the TFEU permits the adoption of specific measures for the ORs to take account of their special constraints, particularly "*their remoteness, insularity, small size, difficult topography and climate, economic dependence on a few products*";

Whereas the agricultural sectors of the ORs play a vital social and economic role in these territories and serve within their regional environment as models reflecting the values of the European Union in social and environmental terms;

Whereas the bulk of the sanitary and phytosanitary standards and procedures applicable to agriculture in the French ORs have their roots in directly applicable European regulations which impose the same systems and procedures there as in continental Europe, taking no account of the characteristics of agriculture in tropical contexts;

Whereas the uniform application of regulations designed for temperate latitudes without heavy pressure from diseases and pests leads to an impasse directly threatening the survival of the agricultural sectors of the ORs;

Whereas the agricultural sectors in the overseas departments suffer from the prevalence of minor uses of phytosanitary products, the fragility of the plant protection cover threatened by sudden withdrawals of approval for active substances, the lack of response to devastating pests such as the cassava ant, inappropriate supervision of the conditions of use of phytosanitary products in tropical climates and the difficulty in implementing derogations;

Whereas farmers in the ORs are additionally subject to the effects of an EU trade policy that is very favourable to third countries, both in terms of the conclusion of free trade agreements which threaten the major export sectors such as bananas, sugar and rum and from the perspective of the relatively undemanding food safety standards applied to commodities imported from those third countries;

Whereas, faced with competition from third countries which enjoy unbeatable cost competitiveness due to considerably lower and cheaper wage levels and working conditions than in the ORs, the maintenance of tariff and non-tariff barriers is essential to protect the ORs' markets;

Whereas it has been demonstrated that the safeguard clauses and stabilization mechanisms included in the free trade agreements are currently inoperative, especially as regards enforcement of the agreement on bananas with Colombia and Peru and the Central American countries, insofar as the European Commission decided not to trigger these mechanisms despite import quotas being repeatedly exceeded;

Whereas Ecuador joining the agreement with Colombia and Peru is bound to be detrimental to banana producers in the ORs, since Ecuador is already the leading exporter of bananas to the European Union and will now benefit from the same massive tariff dismantling that has already enabled Peru to triple its exports;

Whereas the overseas territories must endeavour to resist on both their traditional export markets and their local markets, while shouldering a regulatory burden from which the European Union exempts third countries;

Whereas commodities from third countries, provided they comply with the maximum residue levels (MRLs) of pesticides, even if they have been treated with substances that EU producers are not allowed to use, are accepted on European markets where they pose a serious challenge to products from the ORs;

Whereas marketing standards in the European Union should, in order to restore healthy, fair competition, demand production conditions going beyond mere compliance with the MRLs;

Whereas import controls on foodstuffs in the ORs, even according to the strengthened procedures provided under European regulations, are inadequate and regularly bypassed, leading to the fraudulent placing on the markets of the overseas departments of products that do not comply with the MRLs;

Whereas producers in the overseas departments are adopting a strategy of moving upmarket and certification which cannot come to fruition so long as certain third-country products are at the same time benefiting from European quality labels despite not fully complying with EU requirements;

Whereas the prospects for developing organic production, which represents a possible future avenue for agriculture in the overseas departments, are restricted by unfavourable European regulations and the build-up of standards on organic farming and phytosanitary products, again to the advantage of third countries in relation to the ORs;

Whereas European regulations on organic farming have never been drawn up with due regard for the tropical context of the ORs, while their competitors such as the Dominican Republic and Brazil have defined organic farming rules appropriate for tropical climates and New Caledonia and French Polynesia have also been able, thanks to their autonomous status, to put together organic farming standards in harmony with their regional Oceanian environment;

Whereas certain third-country organic products, less virtuous in terms of the environment and farmers' health than their conventional counterparts in the ORs, are flooding into the European market under cover of organic labelling that generates misleading confusion for European consumers;

Deems it necessary to ensure the consistency of the agricultural, health and trade policies of the European Union, in accordance with Article 207 of the TFEU, whereby "*the Council and the Commission shall be responsible for ensuring that the agreements negotiated are compatible with internal Union policies and rules*";

Invites the European Commission to adapt the European rules governing crop and livestock farming to the particular constraints of the ORs, taking account of the specific features of production in tropical environments;

Advocates revising the Pesticides Regulation 2009 so that pheromones and plant extracts and, in general, all methods of biological control developed and validated by research institutes established in the ORs may be exempted from approval, thereby providing farmers with effective pest control methods in keeping with the agro-ecological shift;

Recommends that the European Commission draw up a positive list of countries where approval procedures for plant protection products are equivalent to those of the EU, so that the French authorities may directly authorize a product approved in one of the countries on the list for the same crop and the same use;

Proposes authorizing, by way of derogation, local production in the ORs of plant varieties resistant to tropical pests but not recorded in the EU catalogue of varieties;

Requests the European Food Safety Authority to supplement its guidelines on soil and climate and dietary habits so that account may be taken of the specific features of the ORs when assessing risks;

Recommends that provision be made, when recasting the Organic Production Regulation 2007, for a specific section on organic farming in tropical environments in order to relax the rules on use of conventional seeds, permit tray culture, shorten the conversion period and allow post-harvest treatment with products of natural origin;

Advocates authorizing certification of organic farming through a participatory guarantee system (PGS), as in New Caledonia and French Polynesia, making it optional for farms established in the ORs to use the services of a certification body;

Invites the European Commission to ensure the consistency of production and marketing standards to reduce the regulatory burden on the ORs whilst safeguarding European consumers;

Requests that the European Commission abolish the import tolerances for commodities treated with an active substance prohibited in the EU;

Recommends that the European Commission draw up a blacklist to prohibit imports of fishery products and root vegetables from countries which have in the past massively treated their products with polluting substances persisting in the soil and water;

Advocates the prohibition of organic labelling for products imported from third countries when they do not comply with the same standards as European organic producers;

Requests that the European Commission activate the stabilization mechanisms included in the trade agreements and, consequently, suspend the preferential rights granted to third countries whenever imports from the latter exceed the trigger thresholds set in the agreement;

Urges the European Commission to extend beyond 2019 the stabilization mechanisms provided in the agreements on bananas with Latin American countries in order to ensure the ongoing visibility and protection of producers in the overseas departments;

Favours the establishment of price and income observatories for the major export industries in the ORs, bananas and sugarcane, in order to have reliable, public, transparent measures of the effects of imports from third countries to hand at relevant intervals and therefore quickly alert the European Commission and Member States in the event of serious disruption of the European market and local markets so that the safeguard clauses and stabilization mechanisms may be triggered without delay;

Calls on the European Commission systematically to assess the effects, through conducting preliminary impact studies, on the ORs of the trade agreements it is responsible for negotiating; and recommends that the Government exercise utmost vigilance

in determining the negotiating mandate and monitoring the application of the trade agreements, of which national parliaments should be kept specifically informed;

Considers it necessary to develop consumer information on the working conditions of producers in the third countries and the environmental quality differential with the ORs.

Resolved in public session, Paris, 22 November 2016.

President,
Signed: Gérard LARCHER

Nº 26
SENADO

SESIÓN ORDINARIA DE 2016-2017

22 de noviembre de 2016

RESOLUCIÓN EUROPEA

*sobre la inadaptación de las **normas agrícolas**
y la **política comercial europea**
a las **especificidades de las regiones ultraperiféricas.***

El Senado ha adoptado la resolución siguiente:

Véanse los números:

Senado: 65, 102 y 127 (2016-2017)

El Senado,

Visto el artículo 88-4 de la Constitución,

Vistos los artículos 206, 207 y 349 del Tratado sobre el Funcionamiento de la Unión Europea (TFUE), y la sentencia del Tribunal de Justicia de la Unión Europea (Cámara alta) de 15 de diciembre de 2015 – Parlamento Europeo y Comisión Europea contra Consejo de la Unión Europea, respaldado por el Reino de España, la República Francesa y la República Portuguesa (Asuntos acumulados C-132/14 a C-136/14),

Visto el Reglamento (CE) del Parlamento Europeo y del Consejo n.º 396/2005 de 23 de febrero de 2005 relativo a la fijación de límites máximos para los residuos de plaguicidas presentes sobre o en los productos alimenticios y los alimentos para animales de origen vegetal y animal y que modifican la Directiva 91/414/CEE del Consejo,

Visto el Reglamento (CE) n.º 834/2007 del Consejo, de 28 de junio de 2007, sobre producción ecológica y etiquetado de los productos ecológicos y por el que se deroga el Reglamento (CEE) n.º 2092/91,

Visto el Reglamento (CE) n.º 669/2009 de la Comisión, de 24 de julio de 2009, por el que se aplica el Reglamento (CE) n.º 882/2004 del Parlamento Europeo y del Consejo en lo que respecta a la intensificación de los controles oficiales de las importaciones de determinados piensos y alimentos de origen no animal y se modifica la Decisión 2006/504/CE,

Visto el Reglamento (CE) n.º 1107/2009 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 21 de octubre de 2009, relativo a la comercialización de productos fitosanitarios y por el que se derogan las Directivas 79/117/CEE y 91/414/CEE del Consejo,

Visto el Reglamento (UE) n.º 283/2013 de la Comisión, de 1 de marzo de 2013, que establece los requisitos sobre datos aplicables a las sustancias activas,

Vista la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la producción ecológica y al etiquetado de los productos ecológicos, presentada el 24 de marzo de 2014,

Vista la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo, por el que se modifica el Reglamento (UE) n.º 19/2013, por el que se aplica la cláusula bilateral de salvaguardia y el mecanismo de estabilización para el banano del Acuerdo comercial entre la Unión Europea y sus Estados miembros, por una parte, y Colombia y Perú, por otra, y el Reglamento (UE) n.º 20/2013 por el que se aplica la cláusula bilateral de salvaguardia y el mecanismo de estabilización para el banano del Acuerdo por el que se establece una asociación entre la Unión Europea y sus Estados miembros, por una parte, y Centroamérica, por otra, presentada el 26 de mayo de 2015,

Visto el proyecto de informe n.º 2015/0112 (COD), de 18 de julio de 2016, de la Sra Marielle de Sarnez en nombre de la Comisión del comercio internacional del Parlamento Europeo sobre la propuesta del reglamento anterior,

Vista la comunicación “*Las regiones ultraperiféricas de la Unión Europea: hacia una asociación en pos de un crecimiento inteligente, sostenible e integrador*” presentada por la Comisión Europea el 20 de junio de 2012,

Visto el documento orientativo, de 4 de marzo de 2016, destinado a armonizar los estudios de disipación de plaguicidas químicos en el suelo, elaborados por la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria, la Agencia de Protección Ambiental de Estados Unidos y la Agencia de Salud Pública de Canadá,

Vista la respuesta, de 23 de febrero de 2015, dada por el Sr. Phil Hogan en nombre de la Comisión Europea, a la pregunta escrita E-011032-14, de 18 de diciembre de 2014, del Sr. Younous Omarjee, realizada conforme al artículo 130 del Reglamento del Parlamento Europeo, sobre las consecuencias de la supresión de las cuotas azucareras en el mercado del azúcar de la Unión Europea,

Vista la respuesta, de 17 de mayo de 2016, dada por el Sr. Vytenis Andriukaitis en nombre de la Comisión Europea, a la pregunta escrita E-001040-16 de la Sra. Mireille d’Ornano, de 3 de febrero, de 2016, realizada conforme al artículo 130 del Reglamento del Parlamento Europeo, sobre la revisión del reglamento sobre los plaguicidas de 2009,

Vista la respuesta, de 3 de junio de 2016, dada por la Sra. Corina Cretu en nombre de la Comisión Europea, a la pregunta escrita E-003154-16 de 20 de abril de 2016 de la Sra. Cláudia Monteiro de Aguiar, los Sres. Gabriel Mato, Younous Omarjee, Louis-Joseph Manscour y Maurice Ponga, la Sra. Sofia Ribeiro, el Sr. Ricardo Serrão Santos, la Sra. Liliana Rodrigues y el Sr. Juan Fernando López Aguilar realizada conforme al artículo 130 del Reglamento del Parlamento Europeo, sobre el cierre de la unidad especial de la Comisión para las regiones ultraperiféricas (RUP),

Vista la respuesta, de 23 de febrero de 2016, dada por el Sr. Phil Hogan en nombre de la Comisión Europea, a la pregunta escrita P-003927-16, de 11 de mayo de 2016, del Sr. Louis-Joseph Manscour, realizada conforme al artículo 130 del Reglamento del Parlamento Europeo, sobre el sector de la caña de azúcar de las RUP ante las negociaciones comerciales,

Vista la Resolución del Senado n.º 105 (2010-2011), de 3 de mayo de 2011, por la que tiende a obtener compensación de las consecuencias, sobre la agricultura de los departamentos de ultramar, de los acuerdos comerciales celebrados por la Unión Europea,

Vista la Resolución del Senado n.º 68 (2015-2016), de 26 de enero de 2016, relativa a las consecuencias de los acuerdos comerciales celebrados por la Unión Europea sobre las economías azucareras y el sector de la caña de las regiones ultraperiféricas,

Considerando que las RUP constituyen una baza para la Unión Europea y que es de su interés ayudar a estos territorios *“a aprovechar todas las oportunidades de crecimiento inteligente, sostenible e integrador a partir de sus ventajas y su potencial endógeno”*, conforme a las orientaciones de la Comisión Europea en su comunicado de 2012 en el que expone su estrategia plurianual para las RUP,

Considerando que el artículo 349 del TFUE permite la promulgación de medidas específicas a las RUP a fin de tomar en cuenta sus propias limitaciones, en particular *“su gran lejanía respecto al continente europeo, su insularidad, su reducida superficie, un relieve y un clima adversos y la dependencia económica de un reducido número de productos”*;

Considerando que los sectores agrícolas de las RUP desempeñan un papel económico y social vital en estos territorios y constituyen, en medio de su entorno regional, unos modelos portadores de los valores de la Unión Europea en materia social y medioambiental;

Considerando que las normas y los procedimientos aplicables a la agricultura de las RUP francesas en materia sanitaria y fitosanitaria radican esencialmente en unos reglamentos europeos de aplicación directa que imponen los mismos dispositivos y los mismos procedimientos que en la Europa continental, sin tomar en cuenta las características de la agricultura en el contexto tropical;

Considerando que la aplicación uniforme de la reglamentación concebida para unas latitudes templadas, sin gran presión de enfermedades y plagas, lleva a un callejón sin salida que amenaza directamente la supervivencia de los sectores agrícolas de las RUP;

Considerando que los sectores agrícolas de ultramar sufren la pregnancia de los usos fitosanitarios huérfanos, la fragilidad de la cobertura fitosanitaria amenazada por súbitas retiradas de autorizaciones de sustancias activas, la ausencia de respuesta contra unas plagas devastadoras como la hormiga de la mandioca, una gestión inadaptada a las condiciones de uso de los productos fitosanitarios en clima tropical y derogaciones difíciles de aplicar;

Considerando que los agricultores de las RUP además sufren los efectos de una política comercial de la Unión Europea más favorable a los terceros países, tanto en términos de celebración de acuerdos de libre comercio que peligran los grandes sectores importadores como el banano, el azúcar y el ron, como en la poca exigencia de las normas alimenticias impuestas a los productos importados desde estos mismos países;

Considerando que, ante la competencia de los terceros países cuya competitividad-coste es inigualable, por unos niveles de salario y unas condiciones de trabajo notablemente más bajos y baratos que en las RUP, es imprescindible la preservación de unas barreras arancelarias y no arancelarias para proteger los mercados de las RUP;

Considerando que las cláusulas de salvaguardia y los mecanismos de estabilización inscritos en los acuerdos de librecambio han probado que en la actualidad resultaban inoperantes, en particular en la aplicación de los acuerdos sobre el banano con Colombia y Perú y con los países de Centroamérica, en la medida en que la Comisión Europea ha decidido poner en marcha estos dispositivos a pesar del rebasamiento reiterativo de las cuotas de importación;

Considerando que la adhesión de Ecuador al acuerdo con Colombia y Perú no puede sino perjudicar a los productores de bananos de las RUP, cuando Ecuador ya es el primer exportador de bananos a la Unión Europea y que en adelante se beneficiará del mismo masivo desmantelamiento arancelario que ya le ha permitido a Perú triplicar sus exportaciones;

Considerando que las RUP deben intentar resistir en los mercados tradicionales de exportación, como en sus mercados locales, al cargar con un hándicap normativo que la Unión Europea exonera a los terceros países;

Considerando que los productos alimenticios de los terceros países, en cuanto respetan los límites máximos de residuos (LMR) de plaguicidas, aunque hayan sido tratados con unas sustancias prohibidas para los productores de la Unión Europea, se aceptan en los mercados europeos donde compiten seriamente con las producciones de las RUP;

Considerando que, para restablecer una competencia sana y leal, las normas de comercialización en la Unión Europea deben exigir condiciones de producción, excediéndose únicamente en el respeto de los LMR;

Considerando que los controles de importaciones de productos alimenticios en las RUP, incluso según las modalidades reforzadas previstas por los reglamentos europeos, son insuficientes y periódicamente eludidos, lo que propicia la comercialización fraudulenta de productos que no respetan los LMR en los mercados de ultramar;

Considerando que los productores de ultramar participan en una estrategia de aumento de calidad y certificación que no podrá dar fruto mientras ciertas producciones de terceros países beneficien paralelamente de marcas de calidad europeas sin, por ello, respetar plenamente las exigencias comunitarias;

Considerando que las perspectivas de desarrollo de la producción ecológica, que constituye un porvenir posible para los agricultores de ultramar, están frenadas por una reglamentación europea desfavorable y por el cúmulo de normas sobre la agricultura ecológica y los productos fitosanitarios que, de nuevo, aventajan los terceros países con respecto a las RUP;

Considerando que la reglamentación europea sobre la agricultura ecológica nunca ha sido elaborada teniendo en cuenta el contexto tropical de las RUP, mientras que sus competidores, como la República dominicana y Brasil, han definido unas reglas de agricultura ecológica adaptadas al clima tropical, y que Nueva Caledonia y la Polinesia Francesa, gracias a su estatuto autonómico, también han sabido elaborar una norma de agricultura ecológica en armonía con su entorno regional de Oceanía;

Considerando que ciertas producciones ecológicas de los terceros países, menos virtuosas desde el punto de vista medioambiental y para la salud de los agricultores que sus homólogos convencionales de las RUP, invaden el mercado europeo al aprovecharse de un etiquetado ecológico que mantiene una confusión engañosa para el consumidor europeo;

Estima necesario garantizar la coherencia de las políticas agrícola, sanitaria y comercial de la Unión Europea, conforme al artículo 207 del TFUE, por lo cual *“corresponde[rá] al Consejo y a la Comisión velar por que los acuerdos negociados sean compatibles con las políticas y normas internas de la Unión”*;

Invita a la Comisión Europea a aclimatar las normas europeas que reglamenten la agricultura y la ganadería a las limitaciones propias de las RUP, por el que se toman en cuenta las especificidades de las producciones en el ámbito tropical;

Preconiza la revisión del Reglamento sobre los plaguicidas de 2009 para dispensar de homologación las feromonas y los extractos vegetales y, en general, todos los medios de lucha ecológica, desarrollados y aprobados por los institutos de investigación asentados en las RUP, con el fin de dar a los agricultores unos medios de protección contra las plagas, eficaces y conformes a la mutación agroecológica;

Recomienda a la Comisión Europea que establezca una lista positiva de países cuyos procedimientos de homologación de productos fitosanitarios son equivalentes a los de la Unión Europea a fin de permitir a las autoridades francesas que autoricen directamente un producto homologado en uno de los países de la lista para el mismo cultivo y el mismo uso;

Propone que para las RUP se autorice, a modo de excepción, el cultivo local de variedades vegetales resistentes a las plagas tropicales pero que no están registradas en el catálogo europeo de las variedades;

Pide a la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria que complete los referenciales pedoclimáticos y costumbres alimenticias que utiliza con el fin de tomar en cuenta las características propias de las RUP en el momento de la evaluación de los riesgos;

Recomienda, con motivo de la refundición del reglamento sobre la producción ecológica de 2007, que prevea un capítulo específico para el cultivo ecológico en el ámbito tropical a fin de flexibilizar el uso de las semillas convencionales, autorizar el cultivo sobre cañizos, acortar el plazo de conversión y permitir el tratamiento postcosecha mediante productos de origen natural;

Propone que se otorgue la certificación de la agricultura ecológica mediante un sistema participativo de garantía (SPG), como en Nueva Caledonia y en la Polinesia Francesa, por el que se vuelve opcional recurrir a un organismo certificador para las explotaciones asentadas en las RUP;

Invita a la Comisión Europea a asegurar la coherencia de las normas de producción y las normas de comercialización para resorber la desventaja normativa de las RUP y, a la par, a velar por la protección del consumidor europeo;

Pide a la Comisión Europea que suprima las tolerancias a la importación para los productos alimenticios tratados con una sustancia activa prohibida en la Unión Europea;

Recomienda a la Comisión Europea que establezca una lista negra para prohibir las importaciones de productos de la pesca y hortalizas de raíz desde los países que, en el pasado, han tratado masivamente su producción con sustancias contaminantes remanentes en el suelo y el agua;

Preconiza la prohibición del etiquetado ecológico para los productos importados de terceros países cuando no respetan las mismas normas que los productores ecológicos europeos;

Pide a la Comisión Europea que active los mecanismos de estabilización inscritos en los acuerdos comerciales y, de este modo, suspenda los derechos preferenciales otorgados a los terceros países en cuanto las importaciones procedentes de estos últimos sobrepasan el umbral establecido en el acuerdo;

Incita a la Comisión Europea a que prorrogue más allá de 2019 los mecanismos de estabilización previstos en los acuerdos sobre el banano con los países de Latinoamérica a fin de asegurar a los productores de ultramar una visibilidad y una protección perennes;

Desea la creación de observatorios de los precios y los ingresos para los grandes sectores de exportación de las RUP, el banano y la caña, con el fin de disponer de medidas fiables, públicas y transparentes de las consecuencias de las importaciones procedentes de terceros países con la periodicidad pertinente y, de este modo, alertar rápidamente a la Comisión Europea y los Estados miembros en caso de perturbación grave del mercado europeo y de los mercados locales, para activar sin demora las cláusulas de salvaguardia y los mecanismos de estabilización;

Hace un llamamiento a la Comisión Europea para que evalúe sistemáticamente las consecuencias sobre las RUP de los acuerdos comerciales que le corresponde negociar, llevando a cabo unos estudios de impacto previos, y recomienda al Gobierno que ejerza la mayor vigilancia sobre la definición del mandato de negociación y el seguimiento de la aplicación de los acuerdos comerciales, de los que deben ser precisamente informados los Parlamentos nacionales;

Considera necesario que se facilite la información al consumidor sobre las condiciones laborales para los productores de los terceros países y sobre el diferencial de calidad medioambiental con las RUP.

Deliberado en sesión pública, en París, a 22 de noviembre de 2016.

El Presidente,
Firmado: Gérard LARCHER

Nº 26
SENADO

SESSÃO ORDINÁRIA DE 2016-2017

22 DE NOVEMBRO DE 2016

RESOLUÇÃO EUROPEIA

*sobre a inadaptação das **normas agrícolas**
e da **política comercial europeia**
às **especificidades das regiões ultraperiféricas***

*O Senado adotou a resolução cujo teor segue
abaixo:*

Ver os números:

Senado 56, 102 e 107 (2016-2017)

O senado,

Tendo em conta o artigo 88-4 da Constituição,

Tendo em conta os artigos 206, 207 e 349 do tratado sobre o funcionamento da União Europeia (TFUE) e o acórdão do Tribunal de justiça da União europeia (grande câmara) do dia 15 de dezembro de 2015 – Parlamento europeu e Comissão europeia contra o Conselho da União europeia, com o apoio do Reino de Espanha, a República francesa e a República portuguesa (Processos apensos C-132/14 a C-136/14),

Tendo em conta o regulamento (CE) do Parlamento europeu e do Conselho no. 396/2005 do dia 23 de fevereiro de 2005, a respeito dos limites máximos aplicáveis aos resíduos de pesticidas presentes em géneros alimentícios e em alimentos de origem vegetal e animal para animais, com a modificação da diretiva 91/414/CEE do Conselho,

Tendo em vista o regulamento (CE) no. 834/2007 do Conselho do dia 28 de junho de 2007, relativo à produção biológica e à etiquetagem dos produtos biológicos que revogam o regulamento (CEE) no. 2092/91,

Tendo em vista o regulamento (CE) no. 669/2009 do dia 24 de julho de 2009 da Comissão a respeito das modalidades de execução do regulamento (CE) no. 882/2004 do Parlamento europeu e do Conselho, no que tange os controlos oficiais reforçados à importação de certos alimentos para animais e certos géneros alimentícios de origem não animal, modificando a decisão 2006/504/CE,

Tendo em vista o regulamento (CE) no. 1107/2009 do Parlamento europeu e do Conselho do dia 21 de outubro de 2009, no que tange a autorização de introdução de produtos fitofarmacêuticos no mercado, modificando as diretivas 79/117/CEE e 91/414/CEE do Conselho,

Tendo em vista o regulamento (UE) no. 283/2013 da Comissão do dia primeiro de março de 2013 que estabelece as exigências em matéria de dados aplicáveis às substâncias ativas,

Tendo em vista a proposta de regulamento do Parlamento europeu e do Conselho relativo à produção biológica e à etiquetagem de produtos biológicos, apresentada no dia 24 de março de 2014,

Tendo em vista a proposta de regulamento do Parlamento europeu e do Conselho que modifica o regulamento (UE) no. 19/2013 a respeito da implementação da cláusula de salvaguarda bilateral e do mecanismo de estabilização para as bananas, ambos previstos no acordo comercial entre a União europeia e seus Estados-membros, por um lado e, por outro, a Colômbia e o Peru, e o regulamento (UE) no. 20/2013 a respeito da implementação da cláusula de salvaguarda bilateral e do mecanismo de estabilização para bananas, ambos previstos pelo acordo que estabelece uma associação entre a União europeia e seus Estados-membros, por um lado, e a América Central, por outro, apresentado no dia 26 de maio de 2015,

Tendo em vista o projeto de relatório no. 2015/0112(COD) do dia 18 de julho de 2016, da Sra. Marielle de Sarnez, em nome da Comissão do comércio internacional do Parlamento europeu a respeito da proposta de regulamento precedente,

Tendo em vista a comunicação “*As regiões ultraperiféricas da União europeia: em direção a uma parceria para um crescimento inteligente, durável e inclusivo*”, apresentado pela Comissão europeia no dia 20 de junho de 2012,

Tendo em vista o documento de orientação do dia quatro de março de 2016, destinado a harmonizar os estudos de dissipação de pesticidas químicas no meio terrestre em campo, desenvolvido pela Agência europeia de segurança dos alimentos, pela Agência americana de proteção do meio-ambiente e pela Agência de Saúde Canadá,

Tendo em vista a reposta do dia 23 de fevereiro de 2015 à pergunta escrita E-011032-14 do Sr. Younous Omarjee, do dia 18 de dezembro de 2014, trazida pelo Sr. Phil Hogan, em nome da Comissão europeia, feita em aplicação do artigo 130 do Regulamento do Parlamento europeu, a respeito das consequências da supressão das quotas açucareiras no mercado do açúcar da União europeia,

Tem em vista a resposta do dia 17 de maio de 2016, trazida pelo Sr. Vytenis Andriukaitis, em nome da Comissão europeia, à pergunta escrita E-001040-16 da Sra. Mireille d'Ornano, do dia três de fevereiro de 2016, feita em aplicação do artigo 130 do Regulamento do Parlamento europeu, sobre a revisão do regulamento das pesticidas de 2009,

Tendo em vista a resposta do dia três de junho de 2016 à pergunta escrita E-003154-16 do dia 20 de abril de 2016, dos senhores Cláudia Monteiro de Aguiar, Gabriel Mato, Younous Omarjee, Louis-Joseph Manscour e Maurice Ponga, Sofia Ribeiro, Ricardo Serrão Santos, Liliana Rodrigues e Juan Fernando López Aguilar, trazida pela Sra. Corina Cretu, em nome da Comissão europeia e feita em aplicação ao artigo 130 do Regulamento do Parlamento europeu, a respeito do fechamento da unidade especial da Comissão para as regiões ultraperiféricas (RUP),

Tendo em vista a resposta do dia 23 de junho de 2016 trazida pelo Sr. Phil Hogan, em nome da Comissão europeia, à pergunta escrita P-003927-16 do dia 11 de maio de 2016, do Sr. Louis-Joseph Manscour, feita em aplicação ao artigo 130 do Regulamento do Parlamento europeu, a respeito do sector de cana de açúcar das RUP, face às negociações comerciais,

Tendo em vista a resolução do Senado no. 105 (2010-2011) do dia três de maio de 2011 que tende a obter compensação dos efeitos dos acordos comerciais concluídos pela União europeia na agricultura dos departamentos ultramarinos,

Tendo em vista a resolução do Senado no. 68 (2015-2016) do dia 26 de janeiro de 2016, relativa aos efeitos dos acordos comerciais concluídos pela União europeia nas economias açucareiras e no sector da cana das regiões ultraperiféricas,

Considerando que as RUP constituem uma vantagem para a União europeia e que é de seu interesse apoiar tais territórios “*na exploração de todas as possibilidades de crescimento inteligente, durável e inclusivo, com base em suas vantagens e seu potencial endógeno*”, conformemente às orientações da Comissão europeia em sua comunicação de 2012, em que expõe sua estratégia plurianual para as RUP,

Considerando que o artigo 349 do TFUE permite a promulgação de medidas específicas das RUP, a fim de levar em conta suas próprias restrições, nomeadamente “*seu afastamento, sua insularidade, sua pequena superfície, seu relevo e clima difíceis, sua dependência económica perante um pequeno número de produtos*”,

Considerando que sectores agrícolas das RUP desempenham um papel económico e social vital em tais territórios e constituem, no seio de seu meio-ambiente regional, modelos dos valores da União europeia em matéria social e ambiental,

Considerando que as normas e os procedimentos aplicáveis à agricultura das RUP francesas em matéria sanitária e fitossanitária têm, essencialmente, origem nos regulamentos europeus de aplicação direta que lhes impõem os mesmos dispositivos e os mesmos procedimentos da Europa continental, sem qualquer consideração pela agricultura em contexto tropical;

Considerando que a aplicação uniforme da regulamentação concebida por latitudes temperadas, sem a forte pressão de doenças e pragas, leva a um impasse que ameaça diretamente a sobrevivência dos sectores agrícolas das RUP;

Considerando que os sectores agrícolas ultramarinos sofrem com a imposição de usos fitossanitários órfãos, com a fragilidade da cobertura fitofarmacêutica ameaçada por remoções repentinas

de homologação de substâncias ativas, com a ausência de resposta contra pragas devastadoras, como a formiga-de-mandioca, com um enquadramento inadequado das condições de utilização dos produtos fitossanitários em clima tropical e derrogações de difícil implementação;

Considerando, além disso, que os agricultores das RUP sofrem os efeitos de uma política comercial da União europeia bastante favorável aos países terceiros, tanto em termos de conclusão de acordos de livre comércio, que colocam em perigo os grandes sectores exportadores, como a banana, o açúcar e o rum, quanto em termos de exigência das normas alimentares impostas aos alimentos importados de tais países;

Considerando que, diante da concorrência de países terceiros, cuja competitividade de custos é imbatível, graças ao nível de seus salários e de suas condições de trabalho, claramente menos elevadas e onerosas que nas RUP, a preservação das barreiras tarifárias e não-tarifárias é indispensável para proteger os mercados das RUP;

Considerando que as cláusulas de salvaguarda e os mecanismos de estabilização inscritos nos acordos de livre comércio provaram estar atualmente inoperantes, em particular durante a aplicação dos acordos sobre a banana com a Colômbia e o Peru e com os países da América Central, na medida em que a Comissão europeia decidiu não utilizar tais dispositivos, apesar dos excedentes das quotas de importação;

Considerando que a adesão do Equador ao acordo com a Colômbia e o Peru é incapaz de não lesar os produtores de banana das RUP, enquanto o Equador é já o primeiro exportador de bananas da União europeia e que beneficiará doravante do mesmo desmantelamento massivo que já permitiu ao Peru triplicar suas exportações;

Considerando que os ultramares devem tentar resistir à exportação tanto nos mercados tradicionais quanto nos mercados locais, endossando uma deficiência normativa da qual a União europeia exonera os países terceiros;

Considerando que os géneros alimentícios dos países terceiros, a partir do momento que respeitam os limites máximos de resíduos (LMR) de pesticidas, mesmo que sejam tratados por substâncias proibidas pelos produtores da União europeia, são aceites nos mercados europeus, onde estão em concorrência severa com as produções das RUP;

Considerando que, para reestabelecer uma concorrência saudável e leal, as normas de comercialização na União europeia devem exigir condições de produção que excedam unicamente o respeito dos LMR;

Considerando que os controlos das importações de géneros alimentícios nas RUP, mesmo de acordo com as modalidades reforçadas previstas pelos regulamentos europeus, são insuficientes e regularmente contornados, o que leva à comercialização fraudulenta de produtos que não respeitam os LMR nos mercados ultramarinos;

Considerando que os produtores ultramarinos estão comprometidos com uma estratégia de melhoria de sua gama de produtos e de certificação que não poderá dar frutos enquanto certas produções de países terceiros beneficiarem de selos de qualidade europeus sem, no entanto, respeitar plenamente as exigências comunitárias;

Considerando que as perspectivas de desenvolvimento da produção biológica, que apresentam um possível caminho futuro para os agricultores ultramarinos, são bloqueadas por uma regulamentação europeia desfavorável e pelo acúmulo das normas na agricultura biológica e nos produtos fitossanitários, o que, mais uma vez, traz vantagens aos países terceiros com relação às RUP;

Considerando que a regulamentação europeia para a agricultura biológica nunca foi elaborada em consideração ao contexto tropical das RUP, enquanto seus concorrentes, como a República Dominicana e o Brasil, definiram regras de agricultura biológica adaptadas ao clima tropical e que a Nova-Caledônia e a

Polinésia Francesa, graças à sua autonomia, souberam elaborar uma norma de agricultura biológica em harmonia com seu meio-ambiente regional oceânico;

Considerando que certas produções biológicas dos países terceiros, estas menos justas do ponto de vista do meio-ambiente e da saúde dos agricultores que seus homólogos convencionais das RUP, invadem o mercado europeu, aproveitando-se de uma etiquetagem biológica, o que cria uma confusão enganosa para o consumidor europeu;

Estima-se necessário garantir a coerência das políticas agrícola, sanitária e comercial da União europeia, conformemente ao artigo 207 do TFUE, nos termos do qual *“cabe ao Conselho e à Comissão garantir que os acordos negociados sejam compatíveis com as políticas e as regras internas da União”*;

Convida a Comissão europeia a ajustar as normas europeias, regulamentando a agricultura e o sector pecuário aos problemas próprios das RUP, levando em conta as especificidades das produções em meio tropical;

Preconiza o processo de revisão do regulamento sobre a gestão de pesticidas de 2009 para dispensar de homologação os feromónios e os extratos vegetais e, em geral, todos os meios de luta biológica, desenvolvidos e validados pelos institutos de pesquisa implantados nas RUP, a fim de dotar os agricultores de meios eficazes de proteção contra pragas e conformes à mutação agroecológica;

Recomenda que a Comissão europeia estabeleça uma lista positiva de países cujos procedimentos de homologação de produtos fitofarmacêuticos sejam equivalentes aos da União europeia, a fim de permitir que as autoridades francesas autorizem diretamente um produto homologado em um dos países da lista para o mesmo cultivo e o mesmo uso;

Propõe autorizar às RUP, a título derogatório, o cultivo local de variedades vegetais resistentes às pragas tropicais, mas não inscritas no catálogo europeu das variedades;

Pede à Agência europeia de segurança de alimentos que complete os referenciais pedoclimáticos e os hábitos alimentares que utiliza, a fim de levar em conta as características próprias das RUP no momento da avaliação dos riscos;

Recomenda, à ocasião da reformulação do regulamento da produção biológica de 2007, que se determine um capítulo específico para o cultivo biológico em meio tropical, a fim de simplificar o recurso às sementes convencionais, autorizar o cultivo em grelhas, diminuir o prazo de conversão e permitir o tratamento pós-colheita de produtos de origem natural;

Preconiza a autorização da certificação da agricultura biológica por um sistema participativo de garantia (SPG), como na Nova-Caledônia e na Polinésia Francesa, tornando facultativo o recurso a um organismo certificador para as explorações implantadas nas RUP;

Convida a Comissão europeia a assegurar a coerência das normas de produção e das normas de introdução no mercado para reduzir a deficiência normativa das RUP, garantindo a proteção do consumidor europeu;

Pede à Comissão europeia que suprima as tolerâncias à importação para os géneros alimentícios tratados por uma substância ativa proibida na União europeia;

Recomenda à Comissão europeia que estabeleça uma lista negra para proibir as importações de produtos de pesca e de legumes-raízes oriundos de países que realizaram, no passado, uma produção massiva com substâncias poluentes remanescentes no solo e na água;

Preconiza a proibição da etiquetagem biológica em produtos importados de países terceiros quando estes não respeitam as mesmas normas que as dos produtores biológicos europeus;

Pede à Comissão europeia que ative os mecanismos de estabilização inscritos nos acordos comerciais e que, deste modo, suspenda os direitos preferenciais concedidos aos países terceiros, a partir do momento em que as importações provenientes destes ultrapassem os limites de acionamento estabelecidos no acordo;

Incita a Comissão europeia a prolongar para além de 2019 os mecanismos de estabilização previstos nos acordos sobre a banana com os países da América latina, a fim de garantir aos produtores ultramarinos uma visibilidade e uma proteção perenes;

Deseja criar observatórios dos preços e das rendas dos grandes sectores de exportação das RUP, a banana e a cana, a fim de dispor de medidas seguras, públicas e transparentes dos efeitos das importações provenientes dos países terceiros com a periodicidade pertinente e, deste modo, alertar rapidamente a Comissão europeia e os Estados-membros em caso de perturbação grave do mercado europeu e dos mercados locais, para ativar imediatamente as cláusulas de salvaguarda e os mecanismos de estabilização;

Convida a Comissão europeia a avaliar sistematicamente os efeitos dos acordos comerciais para as RUP, cabendo a ela negociá-los, realizando estudos prévios de seus impactos, e recomenda ao Governo que exerça a maior vigilância possível na definição do mandato de negociação e no acompanhamento da aplicação dos acordos comerciais, a respeito dos quais os parlamentos nacionais devem ser mantidos precisamente informados;

Julga necessário reforçar a informação do consumidor sobre as condições de trabalho dos produtores dos países terceiros e sobre o diferencial de qualidade ambiental com as RUP.

Deliberado em sessão pública, em Paris, dia 22 de novembro de 2016.

O Presidente,
Assinado: Gérard LARCHER